

LA XÉNOPHOBIE EN BANLIEUE
EFFETS ET EXPRESSIONS

Logiques
Politiques

SOMMAIRE

INTRODUCTION Florence Haegel, Henri Rey, Yves Sintomer	11
PEUT-ON AVOIR DES RAISONS D'ÊTRE RACISTE ? Patrick Pharo	17
TOLÉRANCE ET CITOYENNETÉ À L'ÉPREUVE DE LA VIE ORDINAIRE : LE VOTE FN DANS LES QUARTIERS DIFFICILES DES BANLIEUES POPULAIRES Véronique Le Goaziou	31
MIXITÉ SOCIALE ET POLITIQUES URBAINES Marie-Hélène Bacqué et Sylvie Fol	57
L'EXPRESSION XÉNOPHOBÉ DANS UNE CITÉ DE BANLIEUE : LE MODÈLE DE L'HOSPITALITÉ DÉVOYÉ Florence Haegel	73
DÉS AFFILIATION POLITIQUE ET VOTE FRONTISTE DANS L'ANCIENNE BANLIEUE ROUGE L'exemple du quartier Allende à Saint-Denis Yves Sintomer	91
LE COMPORTEMENT ÉLECTORAL DES HABITANTS DES CITÉS Henri Rey	117
MILITANTE EN BANLIEUE : HISTOIRE D'UNE FEMME FRONT NATIONAL Valérie Lafont	133
LE FRONT NATIONAL À LA COURNEUVE EXEMPLE D'UNE MOBILISATION PARTISANE À L'OCCASION DE L'ÉLECTION MUNICIPALE DE 1995 Nicolas Sauger	159
CLASSEMENTS SCIENTIFIQUES ET IDENTITÉS ETHNIQUES Patrick Simon	179
DROIT ET RÉALISME DANS LA POLITIQUE D'IMMIGRATION Danièle Lochak	195
XÉNOPHOBIE ET POLITIQUE Entretien avec Jacques Rancière	215

INTRODUCTION

Florence Haegel, Henri Rey, Yves Sintomer

Les textes rassemblés dans cet ouvrage témoignent des réflexions engagées par un groupe de travail sur la banlieue réuni dans le cadre du Centre d'étude de la vie politique française. Durant deux années consécutives, les thèmes de la présence immigrée, de la xénophobie et de l'implantation du Front National ont été placés au centre de l'analyse. En mai 1999, une journée d'étude permit de présenter les analyses de chercheurs venant d'horizons divers. Pour l'essentiel, les contributions présentées ici sont issues des travaux de ce groupe. Au-delà de leur diversité et, parfois, des façons différentes avec lesquelles elles thématisent les mêmes phénomènes, elles illustrent une volonté de confronter des éclairages complémentaires qui nous semblent utiles à la compréhension de faits trop souvent abordés de manière stéréotypée.

Trop nombreux sont en effet les discours qui procèdent par une série d'assimilations conduisant à établir un système d'équivalence entre la banlieue, le rejet des immigrés et l'attitude favorable à l'égard du Front National. Or, cette séquence si fréquemment exhibée n'a rien d'évident. On le sait, la xénophobie est loin d'être l'apanage des habitants des banlieues. Pour s'en convaincre il suffit d'ailleurs de consulter les sondages qui mesurent régulièrement l'importance du sentiment d'hostilité à l'égard de la population immigrée. La dernière enquête commandée par le Service d'information du gouvernement et la Commission Consultative des Droits de l'Homme¹ en fournit une nouvelle fois la preuve. De plus, on oublie trop souvent que le sentiment xénophobe ne constitue pas une condition nécessaire et suffisante de l'orientation en faveur du Front National².

Ayant pris le parti de dépasser les idées convenues, notre souci a été d'accorder une place importante à des études de caractère empirique pour cerner la complexité de l'expression et des effets de la xénophobie en banlieue. Ce parti pris s'est cependant accompagné d'une volonté de diversifier les approches, en particulier en sollicitant les réflexions de philosophes, de démographes ou de juristes.

Le recours à l'enquête offre un avantage. En produisant de nouvelles sources, qu'elles proviennent du travail qualitatif de terrain ou de l'analyse statistique, il fournit une occasion de saisir l'ambivalence des logiques sociales et des formes d'expression qui caractérisent le sentiment xénophobe dans un environnement spécifique – ici, pour l'essentiel, dans des quartiers de la banlieue parisienne. Toutefois, l'intérêt du travail d'enquête ne doit pas

¹ Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1 012 personnes réalisée par l'Institut Louis Harris du 17 au 24 novembre 1999.

² Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard, 1998 ; Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999.

conduire à en masquer les limites. Elles sont pour une part propres au fait " d'enquêter en milieu populaire " ³ et aux effets de domination sociale qui y marquent, de manière si manifeste, la situation d'entretien. Elles tiennent également au sujet abordé : l'exploration des opinions xénophobes redouble la difficulté puisque ce thème est particulièrement sensible à la dimension normative. À condition de prendre en compte les traits caractéristiques de cette situation d'entretien dans l'interprétation, l'apport de l'enquête peut toutefois s'avérer décisif. Informées théoriquement, les études empiriques permettent de saisir la complexité des formes prises par la xénophobie en banlieue ⁴. Elles mettent à l'épreuve l'automatisme du lien entre opinions xénophobes et comportements politiques, dévoilant dans certains cas un découplage entre les différents registres. Elles conduisent, en couplant une approche compréhensive ⁵ et des analyses structurelles, à mieux cerner les systèmes de signification que les individus donnent à leurs actes et à leurs croyances.

En contrepoint de ces approches reposant sur l'observation empirique, nous avons souhaité que soient abordées dans cet ouvrage des questions plus transversales sur les catégories morales, statistiques ou politiques qui fondent l'étude de la xénophobie. En effet, le fait d'étudier ce phénomène – et son éventuelle traduction en vote en faveur du Front National – exige de prendre en compte la dimension éthique des questions soulevées. Toute tentative d'analyse du sentiment de rejet des immigrés confronte le chercheur à la question des normes qui entrent inévitablement en jeu dans l'interprétation. De même, le racisme mettant en jeu des éléments cognitifs, son étude impose de réfléchir aux catégories qui sous-tendent la perception populaire des minorités rejetées, à celles qui fondent la pertinence et la légitimité de l'intervention politique, mais aussi à celles qui constituent les instruments d'analyse des chercheurs.

C'est à partir de ces questionnements que les auteurs de cet ouvrage ont développé leur réflexion. Celle de Patrick Pharo ouvre le volume en posant les enjeux normatifs soulevés par les interprétations des phénomènes xénophobes ou du vote Front National. Elle entend mettre en lumière les attendus et l'impasse de l'approche compréhensive et, militant pour la prise en compte de la responsabilité de l'acteur social, elle place la question éthique au centre de l'étude de la xénophobie. Ce faisant, Patrick Pharo est conduit à discuter des différents modèles d'interprétations du vote Front National et notamment celui qui analyse le vote pour ce parti comme une forme d'adaptation à l'environnement.

Véronique Le Goaziou, s'appuyant sur des observations et des entretiens recueillis auprès d'habitants de quartiers difficiles, s'appuie à

³ Gérard Mauger, " Enquêter en milieu populaire ", *Genèses*, (6), décembre 1991.

⁴ L'intérêt de l'enquête empirique a récemment été démontré sur un autre terrain, celui des ouvriers de la région de Montbéliard, par Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

⁵ Jean-Marie Donégani, " Introduction aux modèles de nature qualitative " in Nonna Mayer, (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997.

l'inverse sur cette explication par l'environnement : elle rapporte en effet l'hostilité aux immigrés et l'attrait exercé par le Front National aux difficultés de la vie quotidienne et aux tensions qu'elles génèrent, surtout lorsqu'elles sont amplifiées par la dissolution de l'espace privé. Dans une approche latérale, Marie-Hélène Bacqué et Sylvie Foi s'interrogent sur les logiques sociales et politiques qui sont en jeu dans la production de l'environnement. À partir de l'exemple de Saint-Denis, elles étudient plus précisément les enjeux de la mixité urbaine prônée par les politiques urbaines. Elles en présentent surtout les limites, qui tiennent à la fragilité de sa réelle mise en place, aux faibles résonances qu'elle rencontre dans les pratiques sociales et aux effets de hiérarchisation qu'elle induit au niveau d'une ville. Florence Haegel analyse l'argumentation xénophobe à l'aide d'entretiens approfondis réalisés à la cité des " 4000 " de la Courneuve (Seine-Saint-Denis). Elle s'intéresse aux formes de l'énonciation, qui font ressortir le clivage générationnel dans la représentation des immigrés, le recours aux faits quotidiens plus qu'aux catégories abstraites et l'ambivalence des systèmes d'opinion xénophobes. Elle analyse la dépossession territoriale (avant tout celle qui se rapporte au quartier) comme la matrice de l'argumentation xénophobe. L'importance de la catégorie du " chez nous " la conduit, à la suite de Jacques Derrida, à mettre en exergue le paradigme de l'hospitalité, une hospitalité impossible et dévoyée qui mêle humiliation et tentation d'un recours à la force.

Au-delà de l'analyse des formes de l'expression xénophobe dans le contexte particulier de la banlieue se pose la question des formes de comportements et d'encadrement politiques qui lui sont associées. Dans cette optique, Yves Sintomer étudie les rapports entre désaffiliation politique et vote frontiste dans l'ancienne banlieue rouge, à travers l'exemple du quartier Allende à Saint-Denis. Le délitement des structures d'encadrement politique de la ville ouvrière, qui façonnaient un modèle original d'affiliation à la société salariale, se traduit par l'instauration d'une grande distance entre les habitants et le monde politique institutionnel, malgré une démarche participative à laquelle s'associe une minorité active d'entre eux. Les entretiens recueillis auprès d'électeurs frontistes témoignent d'un double sentiment de distance par rapport à la classe politique et d'angoisse par rapport à la violence sociale plus que d'un problème de cohabitation interethnique, malgré le partage de l'idéologie autoritaire et xénophobe du FN. Cependant, le FN n'apparaît pas comme le vecteur d'une véritable contre-affiliation politique.

Dans sa contribution sur le comportement électoral des habitants des cités, Henri Rey étudie de façon systématique l'abstentionnisme et le vote FN, à partir d'un échantillon d'une trentaine de quartiers de grands ensembles. Mettant en rapport variables socio-démographiques et données électorales, il fait ressortir les logiques sociales du surabstentionnisme des cités, aggravé par la privation du droit de vote des étrangers aux élections locales et la corrélation entre les meilleurs résultats du FN et l'importance de la composante ouvrière de la population. Relevant la faiblesse de l'écart entre le

niveau de vote pour le FN dans les cités et dans la France urbaine, il s'interroge sur la diversité, et l'interaction des facteurs qui conduisent au vote d'extrême-droite ou en éloignent. Parmi ceux-ci, il signale la portée de la dimension biographique, sur laquelle Valérie Lafont centre, quant à elle, son analyse. À partir d'un entretien réalisé avec une femme du FN en banlieue, dont elle retrace l'histoire de vie, elle fournit un exemple de la diversité des paramètres qui pèsent sur une orientation politique et un engagement militant. La trajectoire de Simone, socialisée dans un milieu communiste dont elle s'est progressivement éloignée, est marquée par de profondes ruptures. La permanence de son identité est cependant assurée par la nature de son engagement, caractérisé par un style politique peu idéologisé et peu sophistiqué. Si elle n'a pas reçu une véritable imprégnation de sa socialisation politique primaire, elle a conservé un style de raisonnement schématique et une vision " machiste " qui s'accommodent, dans le cadre de son investissement militant au Front National, à une volonté d'émancipation en tant que femme.

L'enquête menée par Nicolas Sauger ne porte pas sur les militants du Front National en banlieue, mais sur les candidats qui se présentent sous cette étiquette. Il s'intéresse plus précisément à la constitution de la liste du FN à la Courneuve à l'occasion des élections municipales de 1995 et aux motivations des candidats de cette formation. S'inspirant du modèle de la mobilisation des ressources pour expliquer l'action collective, il rend compte de l'entreprise partisane engagée par des militants extérieurs à la commune auprès des sympathisants locaux inorganisés du FN. Les motivations de ces derniers, qui sont le plus souvent des employés, se déclinent sur un registre si large qu'il est difficile d'observer une véritable régularité : effets de socialisation familiale, sentiment d'extériorité à l'égard de la société locale, accommodation entre leur propre système idéologique et certains aspects de la doxa partisane du FN. En définitive, pour ces candidats faiblement intégrés à la structure frontiste, l'acte de candidature paraît s'effectuer sous une certaine contrainte.

À la suite de ces contributions centrées sur l'étude de l'expression xénophobe ou sur l'analyse des formes d'affiliation et d'encadrement politiques qui lui sont généralement associées, la question des types de catégorisation sociales et politiques est abordée par les trois auteurs qui concluent cet ouvrage. Le texte de Patrick Simon, republié ici, traite d'un aspect de la mise en forme du monde social en retraçant l'histoire des catégories utilisées pour décrire l'immigration dans les recensements de la population. Il met en évidence des opérations de construction d'identités légitimes par la puissance publique et leur effets en retour sur l'autodéfinition des populations concernées. Analysant les ambiguïtés liées à l'usage scientifique des catégories ethniques, il pose le débat de savoir s'il est préférable de défendre une invisibilisation des différences ethniques dans l'appareil d'observation, au risque de continuer à occulter des pratiques discriminatoires, ou s'il faut construire des catégories appropriées pour traiter ces dernières, au risque éventuel d'un effet pervers consistant à renforcer par

ce seul acte de nomination une désignation stigmatisante des populations. Danièle Lochak analyse pour sa part les rapports entre catégories juridiques et réalisme politique dans la politique d'immigration. Elle montre que le réalisme politique influence le contenu l'écriture de la loi, dans la limite du respect des valeurs supra-législatives. En retour, le réalisme politique peut trouver dans la loi une entrave ou, de manière inattendue, un soutien. Le contournement du droit peut aussi s'opérer dans deux sens : quand la règle s'avère trop protectrice à l'égard des étrangers, ou quand elle s'avère inapplicable parce que trop rigide.

Enfin, l'entretien avec Jacques Rancière interroge les rapports entre xénophobie et politique. Selon l'auteur, le racisme dans ses formes actuelles est lié à des formes de désymbolisation et de perte de subjectivité politique. Plus qu'une affaire de comportements individuels quotidiens, il résulte d'une certaine structuration du rapport collectif. Jacques Rancière avance une opposition originale entre politique et " police ", entendant la seconde comme une vision organique de la société qui assigne aux individus des places et des rôles inégaux dans la production de l'ordre social, et la première comme la remise en cause de cette répartition au nom de l'égalité des êtres doués de langage. Dans cette perspective, refusant toute " sociologisation ", il insiste sur le caractère problématique de l'essence " politique " des mouvements antiracistes et des figures de la subjectivation qui se constituent à partir des catégories d'étranger ou d'immigré.

En confrontant des enquêtes menées en banlieue sur les formes de l'expression xénophobe et sur leurs effets politiques (que ceux-ci se mesurent en termes électoraux ou partisans) et des réflexions plus générales sur les formes de catégorisation ou de qualification de ces phénomènes, cet ouvrage tente le pari du décloisonnement interdisciplinaire et d'une interrogation des chercheurs sur les catégories de perception politiques ou éthiques qu'ils prennent pour objet d'analyse mais qui recourent aussi leurs instruments de recherche.

Sur une question où circulent tant d'idées convenues, cet ouvrage a pris le parti de diversifier les approches en confrontant des recherches de caractère empirique à des réflexions de philosophes, de démographes et de juristes. Face au système d'équivalence souvent établi entre la banlieue, le rejet des immigrés et le vote Front National, il permet, grâce au travail d'enquête sur lequel il se fonde de saisir l'ambivalence des logiques sociales et des formes d'expression qui caractérisent le sentiment xénophobe dans un environnement spécifique. Il conduit aussi à mettre à l'épreuve l'automatisme du lien entre opinions xénophobes et comportements politiques et à mieux cerner les systèmes de signification que les individus donnent à leurs actes et à leurs croyances. Mais, il ne dissocie pas ces approches reposant sur l'observation empirique de questions plus transversales, en particulier de celles qui portent sur les catégories morales, statistiques ou politiques sur lesquelles repose toute interprétation du phénomène xénophobe.

Ont contribué à cet ouvrage :

Marie-Hélène BACQUÉ, Sylvie FOL, Florence HAEGEL, Valérie LAFONT, Véronique LE GOAZIOU, Danièle LOCHAK, Patrick PHARO, Jacques RANCIÈRE, Henri REY, Nicolas SAUGER, Patrick SIMON, Yves SINTOMER.

